

Contribution de l'École Émancipée aux débats du CDFN de septembre 2016

Les attentats de Nice et de Saint Etienne du Rouvray ont fait des centaines de victimes et ont profondément meurtri la population tout entière. Alors que les mois précédents avaient été consacrés à des luttes sociales autour de la loi Travail, que les formes collectives de résistance (pétitions massives, manifestations, blocages économiques, grèves, Nuits debout,...) avaient permis de redonner espoir à la population, ces monstrueux crimes ont fait basculer l'ordre des priorités et les préoccupations de tous et de toutes. En réponse à la violence de l'agression, la peur s'est installée, comme seule réaction immédiate et avec elle, face au traumatisme subi, le seul besoin de sécurité. Mais l'état de sidération dans lequel la population a été

plongée a malheureusement permis aussi la propagation de honteux amalgames et la stigmatisation de la population potentiellement musulmane ; l'expression raciste de certains élus, la surenchère à travers la triste affaire du Burkini, l'appui scandaleux du premier ministre ont libéré les vannes de la parole xénophobe, et légitimé par avance tous les actes racistes à l'égard des populations immigrées, en particulier des femmes. Rien n'a été tenté par le gouvernement pour mettre un terme à l'hystérisation de la société, au contraire : les discours martiaux, les mesures liberticides, la prolongation de l'état d'urgence (UE) sont autant de traits de fracture au sein de la société.

En cette rentrée sociale, les politiques de tous bords, complaisamment relayés par les médias, aimeraient bien nous imposer leur tempo : les prochains mois entièrement consacrés aux échéances électorales (les primaires, puis les présidentielles, puis les législatives...), et cette séquence ponctuée de discours gorgés d'angoisse, de haine, de repli, de mesures martiales et sécuritaires, de décisions liberticides.

Celles et ceux qui nous gouvernent veulent se servir de ce contexte de peur et de recherche de sécurité pour **éclipser les questions sociales**. Un climat délétère qui sert les intérêts des candidat-es : c'est à qui ratissera le plus largement à droite sur des problématiques racistes et populistes... L'autre motif de l'Etat d'urgence est aussi de permettre la **répression du mouvement social et syndical**, et le gouvernement en use et abuse. C'est pourquoi le mouvement syndical se doit de faire entendre une autre voix.

Il n'est pas nécessaire de dresser un bilan de l'action du gouvernement, au plus bas dans les enquêtes d'opinion et totalement désavoué sur sa politique économique. C'est sans doute sur le plan des questions de **droits et de libertés** que son action est la plus lamentable, tant elle choque de la part d'un gouvernement dit de gauche. Nouvelle prolongation de l'Etat d'urgence le 15 juillet, mesures de répression du mouvement social (interpellations suite aux manifestations contre la loi Travail, condamnations pour faits de grève), chasse aux migrants (démantèlement de Calais, reflux des réfugiés à la frontière italienne), expulsions massives de sans-papiers pour faire de la place, poursuites envers les militants pour « délit de solidarité », discours islamophobe... La note est salée. La course à l'échalote avec les discours de l'extrême droite est lancée. On se demande même comment on a pu en arriver là.

...

Une même ligne libérale et autoritaire

Il y a des choses qui ne changent pas : pas de trêve électorale au plan social, les attaques se poursuivent contre les droits des salarié-es. A coups de 49-3, le gouvernement illustre sa vision de la démocratie et impose la loi Travail ; le chômage ne baisse pas, la précarité devient la norme, la pauvreté augmente ; les plans sociaux se multiplient (SFR, Alstom...). Les inégalités sociales et territoriales se creusent, aggravées par une réforme territoriale qui met en concurrence populations et territoires. Dans la Fonction publique, les services publics sont fragilisés et concurrencés par le secteur privé (transports, santé, éducation...), le statut est menacé et les conditions de travail dégradées. Les travailleur-ses sociaux sont méprisé-es, non écouté-es, leur rôle est nié (mobilisés le 8 septembre). Dans l'éducation, les réformes très contestées (réforme du collège, grève le 8 septembre), qui portent atteinte au caractère national du service public d'éducation, sont tout de même mises en place. Le dernier chantier en date porte sur le projet de **réforme de l'évaluation des enseignants**. Quelles que soient d'éventuelles avancées (minimes) pour la carrière, il faut surtout retenir l'idéologie qui préside au projet et qui aura des conséquences dramatiques sur le métier : à travers les RV de carrière, l'auto-évaluation, la nécessité de se conformer à des « critères » d'évaluation qui ne relèvent pas tous du cœur de métier, mais jugent plutôt de la docilité de l'agent, c'est une **véritable révolution managériale** qui s'opère. Les pouvoirs des chefs d'établissement dans le second degré vont se trouver renforcés, avec les **pressions hiérarchiques** qui en découlent, et la **place faite au mérite** dans tous les secteurs va achever de briser les solidarités. **Ce projet est inacceptable.**

De fortes capacités de résistance

Treize journées d'action, des manifestations, des grèves, des meetings : le **puissant mouvement contre la loi Travail** a réuni une intersyndicale sur la durée, a rassemblé des centaines de milliers de salarié-es, a rallié l'opinion de celles et ceux qui, pas forcément actifs dans la mobilisation, sont acquis au mouvement (pour 70% de la population). Il a permis aussi de voir émerger d'autres formes de mobilisation (Nuit Debout), et de voir la population reprendre en main le débat public de la Cité. Ce mouvement n'a pas été aussi massif qu'on l'aurait voulu (il n'a pas pris dans la jeunesse ni dans la FP, il ne s'est pas élargi ni généralisé),

mais il a montré une certaine vitalité du mouvement syndical, et la volonté du mouvement social d'en découdre avec les orientations néolibérales. Et le 15 septembre aura joué son rôle de marqueur d'une mobilisation ancrée et qui ne renonce pas. Au niveau de l'intersyndicale, ce mouvement aura passé le cap de l'été. Six mois d'une unité qu'il faut trouver le moyen de préserver. Face aux attaques, **on ne part donc pas de rien : ce mouvement est un appui pour poursuivre** sur le terrain des droits des salarié-es, ne pas lâcher et être présents et offensifs sur tous les dossiers.

Peser pour imposer des alternatives

La séquence qui s'ouvre, fût-elle pré-électorale, doit faire entendre les revendications syndicales en faveur des droits des salarié-es et des plus fragiles. Sur tous les sujets, le **mouvement syndical a la responsabilité de faire contre-poids** face aux orientations libérales, sécuritaires, liberticides et racistes qui alimentent les discours de certain-es candidat-es politiques :

Dans l'Education, faire résistance contre les mauvaises réformes, poursuivre la contestation, informer collègues et parents. Mener campagne pour informer sur la dangerosité du projet de réforme de l'évaluation des enseignants, organiser la mobilisation pour y faire échec.

Dans la Fonction publique, faire une campagne offensive pour défendre les services publics et leurs agents, revendiquer des moyens supplémentaires, exiger des hausses de salaire et des mesures de rattrapage.

Sur les mesures sécuritaires liées notamment à l'Etat d'urgence, ne pas cesser de les contester, d'en pointer les dérives, d'en montrer l'inefficacité (à lutter contre le terrorisme) et la nocivité pour les libertés publiques. Exiger la levée de l'état d'urgence.

Contre les discours xénophobes, contre l'exclusion et la fracturation de la société, favoriser les actions unitaires et repasser à l'offensive idéologique.

En ce qui concerne **les migrant-es**, dénoncer la politique honteuse du gouvernement et de l'Union européenne en général : dénoncer les accords entre l'UE et la Turquie et se battre pour un accueil des réfugié-es digne de ce nom.

Contre les traités TAFTA/CETA : la mobilisation de plus de 3 millions de citoyen-nes Européen-nes, de 2000 collectivités locales et de représentant-es de la société civile ont permis de mettre du plomb dans l'aile du TAFTA qui, bien qu' affaibli n'est pas encore enterré. L'urgence porte aujourd'hui sur le CETA, accord similaire entre l'UE et le Canada, plus méconnu mais qui

••• porte la même logique de destruction de nos protections.

Sur tous les sujets, le mouvement syndical doit être présent pour porter des valeurs opposées au dogme libéral ; c'est aussi de cette façon, en portant des alternatives, qu'il **combattrà la montée des idées d'extrême droite**, enjeu essentiel pour notre société.

Comment ? Quand ? Avec qui ?

Mener des luttes avec une intersyndicale élargie et la plus unitaire possible est évidemment souhaitable : il faut chercher à rassembler dès que possible sur des questions transversales et sociétales qui ne font pas débat entre organisations, comme la FSU l'a fait après les attentats de Charlie en 2015.

Néanmoins, des organisations syndicales ont fermement combattu les orientations du gouvernement durant la lutte contre la loi Travail, alors que d'autres au contraire lui prêtaient main forte ; nous avons vu de sérieuses divergences étalées aux yeux de tous, et des logiques diamétralement opposées se sont mises en place. Ces **divergences de fond** ne datent pas d'hier, et nous ont déjà opposés sur l'ANI, le Pacte de responsabilité, pour faire court, dans la période la plus récente. Aujourd'hui, comment croire sérieusement qu'en ce qui concerne les droits des salarié-es, les actions et revendications **de la CFDT ou de l'UNSA** et celles de l'intersyndicale contre la loi Travail puissent converger ? La fracture est profonde, et le fossé difficilement franchissable, du moins pour le moment.

Oui, il faut favoriser l'unité syndicale. Partons de ce qui a existé pendant ces longs mois. Malgré les difficultés, **proposons à nos partenaires de l'intersyndicale de construire un cadre pérenne de mobilisation** contre les attaques en cours ou à venir. Et si d'autres souhaitent s'engager, il faut favoriser l'unité d'action la plus large si elle est possible.

Le travail intersyndical engagé ces dernières années

avec la CGT et Solidaires (intersyndicale Femmes, contre l'extrême droite, groupe de travail sur la fiscalité,...) est un atout certain ; durant le mouvement du printemps, nous nous sommes retrouvés sur le rythme des mobilisations, sur le contenu des appels, sur la volonté (qui n'a pas encore abouti) de travailler à des contre-propositions...Il est essentiel de poursuivre le travail engagé pour **porter de façon résolue notre projet de transformation sociale**.

Des perspectives de mobilisation sont déjà dans le paysage, la FSU doit y prendre toute sa place :

- LE 24 SEPTEMBRE, LORS DES **MARCHES POUR LA PAIX**
- LES 27 ET 28 SEPTEMBRE, CONTRE LA RÉPRESSION, AUPRÈS DES SALARIÉS D'**AIR FRANCE** ET LES 19 ET 20 OCTOBRE, AUPRÈS DES **GOOD YEAR**.
- LE 7 OCTOBRE, AVEC LES SYNDICATS BELGES, CONTRE LA **LOI PETERS**
- LE 8 OCTOBRE, À **NDDL**
- LE 15 OCTOBRE, LORS DES GRANDES MARCHES CONTRE LE **CETA**
- LES 18 ET 19 NOVEMBRE, POUR DES **SERVICES PUBLICS DU XXI^E SIÈCLE**, LORS DES ASSISES NATIONALES DE LA CONVERGENCE DES SERVICES PUBLICS.

SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES

Aujourd'hui, manifester en France, c'est prendre le risque d'être blessé, voire mutilé. Les mobilisations contre la loi Travail depuis le printemps ont vu la situation s'aggraver à chaque manifestation. Les stratégies policières de passage, de blocage (y compris des carrés de tête), de division des cortèges, de fermetures des bouches de métro, de gazage intensif sont autant de provocations et induisent nombre d'accidents. L'utilisation systématique d'armes non létales d'une extrême

dangerosité (Flashball « super pro », LBD, lanceurs lacrimo Cougar, grenades assourdissantes et de désencerclement, canon à eau....) blesse et mutilé systématiquement. A Paris, le 15 septembre, un militant de SUD a reçu une grenade et a été gravement blessé à l'oeil. L'ONU a épinglé la France sur les violences policières et fustigé l'utilisation excessive de la force. La FSU dénonce et condamne de telles violences.